

«Gauchebo, une richesse à ne pas brader»

PRESSE • Les finances menacent l'hebdomadaire communiste romand, qui lance une campagne de survie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE BACH

Le *Courrier* n'est pas le seul à lutter pour sa survie. *Gauchebo*, héritier de la *Voix ouvrière*, qui était l'organe du Parti du travail (PdT)-Parti ouvrier et populaire (POP), est menacé de disparition à cause de problèmes financiers lancinants.

Rencontre dans les locaux du journal, à la rue Dancet, à Genève, avec Jérôme Béguin et Joël Depommier, les deux journalistes qui fabriquent chaque semaine cet hebdomadaire militant, ainsi qu'avec André Rauber, ancien rédacteur en chef de la revue. Ce dernier écrit encore régulièrement dans ses colonnes et plus fréquemment depuis que *Gauchebo* a lancé une campagne de survie.

En termes budgétaires, quelle somme vous manque-t-il?
Jérôme Béguin: En chiffres absolus, la somme n'est pas énorme, entre 10 000 et 15 000 francs. Mais nous n'avons aucune avance sur trésorerie. En septembre, nous étions partis pour ne pas verser les salaires. In extremis, avec des rentrées d'abonnements, nous avons pu passer le mois. Mais la situation est très précaire.

La disparition de l'imprimerie de *Gauchebo*, la Coopérative d'imprimerie (Coopi), participe-t-elle des problèmes financiers de votre journal?
Jérôme Béguin: Oui, cela contribue à creuser le déficit. La Coopi pratiquait des prix meilleur marché que ceux d'Atar-Roto presse, qui assure actuellement notre impression. Chaque numéro nous était facturé 800 francs, contre 1000 francs actuellement. Deux cents francs de plus, cela peut paraître peu de chose, mais multipliés par trente-sept éditions, cela fait déjà 7400 francs de différence.

Le recul du Parti ouvrier et populaire (POP) dans le canton de Vaud nous a aussi handicapés. En effet, les députés populistes versaient leurs indemnités de nuit au journal. Ce manque représente un trou de 10 000 francs. Nous avons aussi perdu un certain nombre d'annonceurs institutionnels. L'Etat

et la Ville de Genève ont renoncé à la publication de certaines annonces mortuaires ou de camps de vacances. Enfin, pour la petite histoire, nos caissettes n'étaient plus entretenues en ville de Genève, les services de Pierre Maudet les ont enlevées. Nous sommes en discussion pour obtenir de nouveaux emplacements.

Quelles pistes explorez-vous pour relancer le titre?
Jérôme Béguin: Il y a une fête en préparation à Renens, organisée par de jeunes populistes. Le nombre de nos abonnés est resté stable ces dernières années. Nous espérons également gagner quelque 10% d'abonnés grâce à notre campagne. Nous réfléchissons pour

trouver des ressources par la publicité. Enfin, il y a un projet de nouvelle maquette avec peut-être un changement de format et un passage au tabloïd. C'était d'ailleurs le format de la *Voix ouvrière*.

Le fait d'être un organe de parti est-il un handicap?
Joël Depommier: Nous avons une charte qui nous garantit une indépendance rédactionnelle par rapport au parti. Nous essayons de couvrir un champ assez large de la gauche. Nous avons par exemple été le premier journal à interviewer Moritz Leuenberger. Nous avons aussi ouvert nos colonnes à toutes les tendances d'A gauche toute, malgré les divisions.

André Rauber: Jusque dans les années 1980, la *Voix ouvrière* était l'organe du Parti du travail, ce qui pouvait donner lieu à des pressions. Mais celles-ci se réglaient généralement dans un cadre démocratique, sans trop de friction.
Jérôme Béguin: On ne va évidemment pas attaquer le PdT ou le POP dans nos colonnes. De toute façon, il y a suffisamment d'injustices à dénoncer pour nous occuper toute l'année.
Votre recul peut-il aussi être lié à une effondrement de l'idéal communiste?
Jérôme Béguin: Oui, dans la mesure où nos relais sont moindres aujourd'hui, tout comme le soutien que pouvait nous apporter un certain

nombre d'élus. Je crois que nous sommes en période de transition. En cela une publication comme la nôtre, outre qu'elle est un outil de débat démocratique et qu'elle participe à la diversité de la presse, est aussi un lieu où ce genre de réflexion peut se mener, où l'on peut reconstruire un système de valeurs de gauche.
Vous n'envisagez donc pas une autonomie accrue par rapport à votre famille politique?
Jérôme Béguin: Non, ce serait une mauvaise option. *Gauchebo* représente un courant politique au sein de la gauche, un courant populaire et ouvrier, il ne faut pas perdre les personnes qui justifient notre existence. Nous devons à ces

lecteurs notre survie jusqu'à aujourd'hui. Il faut garder à l'esprit que le PdT-POP est la seule formation – bien que la plus petite – à pouvoir encore s'appuyer sur une presse indépendante et qui traite de problèmes d'actualité sur le plan cantonal, fédéral et international. Les autres formations de gauche, qui pèsent plus lourd électoralement, n'ont que des journaux internes, qui ne sont pas faits par des journalistes. *Gauchebo* est une richesse qu'il ne faut pas brader.

Avez-vous tenté des rapprochements avec des autres titres?
Jérôme Béguin: Oui, mais c'est difficile. Il y a de nombreux journaux de partis ou militants comme *La Brèche*, *Solidarités*, *Page de gauche* (édités par des socialistes vaudois, ndlr) ou *Lignes rouges* de la gauche anticapitaliste. Mais on se heurte vite aux divisions et aux courants qui traversent la gauche. Dans le canton de Vaud, il y a eu des tentatives de fusion entre le POP et *Solidarités*, mais le sujet n'est plus tellement à l'ordre du jour.
André Rauber: Il y a également la possibilité de reprendre des articles de *Vorwärts* (publication en langue allemande du Parti suisse du travail, ndlr), mais cela pose le problème de la traduction.

Joël Depommier: Le Parti communiste français vient de mettre en place une plate-forme dite progressiste avec des articles que nous pouvons reprendre, notamment en provenance d'Amérique latine ou du Japon.

Qui sont vos lecteurs?
Jérôme Béguin: Nous avons environ trois cent cinquante abonnés à Genève et le même nombre dans le canton de Vaud, les autres se répartissent sur Neuchâtel, le Jura et le reste de la Suisse. Ces abonnés ne sont souvent pas membres du PdT ou du POP, qui compte par exemple cent trente adhérents dans le canton de Vaud. La majorité de nos lecteurs sont des sympathisants qui votent probablement pour cette famille politique. I



Jérôme Béguin (à gauche) et Joël Depommier. Les deux chevilles ouvrières qui fabriquent chaque semaine l'hebdomadaire dans l'arcade de la rue Dancet. J.-P. DI SILVESTRO

Une histoire de plus de soixante ans

André Rauber connaît bien la maison. Il a travaillé à la *Voix ouvrière*, l'ancêtre de *Gauchebo*, de 1970 à 1988. Et il a assumé la rédaction en chef de la publication entre 1982 et 1986, avant de partir pour de nouvelles aventures en Afrique, dans le cadre de projets d'aide au développement menés par son épouse.

A son retour, il s'est surtout consacré à des recherches historiques sur le mouvement ouvrier suisse. Il a ainsi publié en deux tomes une histoire du mouvement communiste suisse et, plus récemment, une biographique du leader socialiste genevois Léon Nicole¹.

De quand date la création de la *Voix ouvrière*, l'ancêtre de *Gauchebo*?

Le premier numéro date du 18 août 1944. Il s'agissait alors d'un hebdomadaire dont la publication avait été obtenue dans des conditions inimaginables et sous le contrôle très strict de la division presse et radio du Département fédéral de justice et police et du Ministère public de la Confédération. Il était d'ailleurs interdit à un certain nombre de leaders, comme Léon Nicole, d'écrire ne serait-ce qu'une ligne dans ce journal. Et l'autorisation excluait les propos à connotation communiste!

D'où venait le nom de la publication?

Le Parti socialiste de Léon Nicole éditait *Le Travail*.

Mais le titre, interdit pendant la guerre, lui a échappé car il fut déposé par l'Union syndicale suisse (USS). Comme Léon Nicole avait été expulsé avec les sections vaudoise et genevoise du Parti socialiste suisse, l'USS refusa de leur rendre le titre. En 1943, les partisans de la ligne de Léon Nicole vont se représenter aux élections municipales en Ville de Genève. Ce sera sur une liste intitulée «Voix ouvrière». Comme on était trois mois après la défaite de Stalingrad, qui est un tournant de la guerre, personne n'a osé bloquer cette liste malgré l'interdiction qui frappait les communistes. La liste a donné son nom au journal. Elle était uniquement composée d'inconnus. Aucun des leaders de la gauche n'y figurait car ils étaient privés de pouvoir électif. Ce qui est une situation assez unique. Comme elle rafla vingt-six sièges sur soixante-quatre, il devenait difficile de refuser la création d'un titre de presse.

A quel moment la *Voix ouvrière* est-elle devenue quotidienne?

Vers la fin du mois de février 1945, ce fut la fin des interdictions politiques des partis d'extrême gauche. Le 26 mars, la *Voix ouvrière* devient un quotidien.

Quand est-elle redevenue un hebdomadaire?

À la fin de 1979, vu les problèmes financiers, la

Voix ouvrière a été transformée en hebdomadaire. Avant de prendre, en 1986, le nom de VO-Réalités. Enfin, en 1995, la revue est devenue *Gauchebo*.

Quels ont été les tirages de la *Voix ouvrière*?

En 1945, le journal tirait à douze exemplaires, mais la situation était un peu particulière. Assez vite dans les années 1950, le tirage est passé aux alentours de huit mille exemplaires. Dans les années 1970, nous en étions à quatre mille deux cents exemplaires.

Était-ce suffisant pour aboutir à un équilibre financier?

Non, dès le départ, la *Voix ouvrière* a eu des problèmes pour équilibrer ses comptes. Ce journal a toujours été porté par des forces militantes. Et la publicité a toujours été un problème. Ainsi, au début de la *Voix ouvrière*, des entreprises qui avaient senti le vent tourner après la défaite allemande de Stalingrad mettaient des publicités dans la publication. Le général Guisan a ensuite personnellement écrit aux annonceurs du canton de Vaud pour leur dire qu'ils manquaient à leur devoir patriotique! PROPOS RECUEILLIS PAR PBH

¹Histoire du mouvement communiste suisse, deux tomes, éditions Slatkine 1997 et 2000.
André Rauber, *Léon Nicole le Franc Tireur de la gauche*, Genève, éditions Slatkine, 2007.

«GAUCHEBO» À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE

Chiffres
> **Abonnés:** environ 1050 abonnés payants, soit au tarif normal 150 francs par an, soit au tarif AVIS-chômeurs de 70 francs par an.
> **Tirage:** 2000 exemplaires si l'on tient compte des numéros pour les kiosques et les caissettes.
> **Personnel:** deux journalistes payés à 70% du niveau le plus bas de la Convention collective de travail (CCT) réalisent le titre. Ils sont aidés par deux personnes travaillant au mandat pour gérer les abonnements et pour le maintien du site internet. Et il peut compter sur un réseau de correspondants militants dans les cantons romands.
> **Dépenses:** la masse salariale est de 120 000 francs par an, les frais d'impression de 48 000 et les frais d'expédition de 8600. Au total le budget est de 196 500 francs.
> **Revenus:** les produits d'exploitation sont de 183 100 francs (dont 96 000 francs d'abonnements, 48 000 francs de dons et 30 000 pris en charge par des sections du PdT-POP). Soit un déficit de 13 400 francs.
> **Collaborations:** *Gauchebo* reprend des articles du quotidien communiste français *L'Humanité*, de la revue les *Lettres françaises* et parfois de *Vorwärts*, son homologue en langue allemande.
> **Contact:** le journal possède un site internet: www.gauchebo.ch. PBH